



ORGANISME DE MISE EN OEUVRE DU MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT-TOGO (OMCA-TOGO)

OMCA-TOGO

Millennium Challenge Account Programme

Financé par

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Par le biais de la

MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION

DEMANDE DE COTATIONS

TTP/2023/NCS/Shopping/014

**« SELECTION DES HOTELS SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE NATIONAL POUR
LES MISSIONS ET SEMINAIRES DANS LE CADRE DES PROJETS TIC ET LRAP »**

Date de lancement : 26 Avril 2023

Date et heure limites de dépôt des offres : 11 Mai 2023 à 10 h00 GMT

Date et heure d'ouverture des offres : 11 Mai 2023 à 10 h 30 mn GMT

Table des matières

1. Demande de Cotations	03
2. Pièces de la Demande de Cotations.....	07
Annexe 1- Formulaire de soumission et Bordereau des prix.....	07
Annexe 2- Tableau de comparaison des spécifications techniques.	11
Annexe 3- Formulaire de certification des Entreprises Publiques.	14
Annexe 4- Modèle de contrat de maintenance.....	18
Annexe 5- Lettre d'informations aux soumissionnaires	20

1. Demande de Cotations

Lomé, le 26 Avril 2023

Madame,
Monsieur,

Les États-Unis d'Amérique, agissant par l'intermédiaire de la Millennium Challenge Corporation (" MCC ") et le gouvernement de la République du Togo (le " gouvernement " ou le " GdT ") ont conclu un programme de coopération en vue d'une d'assistance au titre du Millennium Challenge Account (" Accord de subvention ") pour un montant d'environ 35 000 000 USD (" Financement MCC ") afin de faciliter le développement et la mise en œuvre du Programme de seuil de Millennium Challenge Corporation (le " Programme du seuil ") qui a été signé le 14 février 2019 entre la MCC et le GdT.

Le Gouvernement, agissant par l'intermédiaire de Millennium Challenge Account–Togo (« OMCA-Togo » ou l'« Entité OMCA»), entend utiliser une partie du financement MCC pour des paiements éligibles en vertu du Programme Seuil pour lequel est émise la présente Demande de Cotations.

Le Programme Seuil proposé est conçu pour aider le gouvernement du Togo à mettre en œuvre des réformes politiques et institutionnelles dans deux domaines essentiels à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté : les technologies de l'information et de la communication (TIC) et le régime foncier (LRAP - Land Reform and Agricultural Productivity). Pour ce faire, le programme prévoit de :

- améliorer l'accès des citoyens togolais à des services TIC de haute qualité et abordables en encourageant les investissements du secteur privé dans le secteur des TIC et en développant un régime réglementaire indépendant ;
- élargir l'accès à la terre formalisée par la reconnaissance et la protection des droits fonciers légitimes.

OMCA-Togo invite les prestataires éligibles à soumissionner pour la sélection des hôtels sur toute l'étendue du territoire national pour les missions et séminaires dans le cadre des projets TIC et LRAP » (**un contrat cadre sera signé avec le prestataire retenu pour une durée de 12 mois**).

La présente Demande de Cotations est constituée d'un lot unique

Les variantes ne sont pas prises en considération.

Un prestataire sera sélectionné au moyen de la **méthode de la Demande de Cotations « Shopping »** conformément aux « Directives relatives à la passation des marchés du Programme de MCC », lesquelles sont disponibles sur le site web de la MCC (www.mcc.gov/ppg).

1. La présente demande de cotations comprend les documents suivants :

- Annexe 1- Formulaires soumission (Lettre de soumission accompagnée du Bordereau des prix et du Bordereau des quantités et calendrier) ;
- Annexe 2- Tableau de comparaison des spécifications techniques ;
- Annexe 3- Formulaire de certification des Entreprises Publiques ;

- Annexe 4- Modèle du contrat cadre.

La lettre de soumission dûment remplie, doit être datée et signée par le soumissionnaire ou le représentant habilité à signer au nom et pour le compte de la société accompagnée du Bordereau de Prix et du Bordereau des quantités et calendrier de livraison remplis, datés et signés. **Toute offre non accompagnée (i) de la lettre de soumission, (ii) du Bordereau de Prix et (iii) du Bordereau des quantités et calendrier de livraison signés par le représentant ou la personne autorisée par la société sera déclarée non conforme et rejetée.**

2. L'Offre devra respecter les conditions suivantes :

- a) **Prix** : Les prix offerts seront en Hors Taxes, Hors Douanes (Conformément au statut dont bénéficie le financement de OMCA-Togo en République du Togo) et exprimés en **Francs CFA** suivant les instructions du Formulaire de soumission ;
- b) Tous les documents fournis doivent être *en Français*. Les documents établis dans une autre langue devront être accompagnés d'une traduction certifiée par un traducteur agréé ; dans ce cas la traduction en français fera foi ou être accompagnée par la documentation technique adéquate ou toute information pertinente relative aux matériels et équipements

3. **Validité de l'Offre** : L'offre devra rester valide pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours : voir 7c) ci-dessous. Une offre avec un délai de validité de moins de **90 jours sera rejetée**.

4. Votre offre dûment renseignée devra être soumise dans les délais ci-dessous, par courriel à l'adresse : procurement@omcatogo.tg avec copie à s.pitta@omcatogo.tg , k.batchey@omcatogo.tg ; et omcatogo@gmail.com ; noelbatcheko@yahoo.fr

5. Votre offre devra être dûment signée par un représentant habilité à engager l'entreprise et soumise par mail à OMCA-Togo en indiquant la référence du dossier en objet à :

l'adresse procurement@omcatogo.tg avec copie à s.pitta@omcatogo.tg ; k.batchey@omcatogo.tg ; omcatogo@gmail.com; et noelbatcheko@yahoo.fr : au plus tard le **11 Mai 2023 à 10 H 00 GMT**. Après réception de votre offre par mail, vous recevrez un accusé de réception. Si vous n'avez pas reçu un accusé de réception, veuillez resoumettre votre offre ou nous contacter à l'adresse mail indiquée ci-dessus. **une offre reçue après la date et l'heure de soumission ne sera pas considérée.**

6. Les offres des soumissionnaires devront être accompagnées des documents complémentaires suivants :

- a) la copie du registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM) et des statuts (pour les Sarl, SA, etc). Les activités inscrites au registre de commerce doivent correspondre avec l'objet de la présente demande de cotations. La notion de « divers » figurant sur certains RCCM sera considérée comme rattachée aux activités principales et non à un autre domaine d'activité différent de ceux mentionnés sur le RCCM.
- b) Le pouvoir habilitant le signataire de l'offre à engager le soumissionnaire (procuration ou autre forme d'autorisation) s'il est différent des représentants légaux du soumissionnaire

inscrit sur le RCCM ou dans les statuts de l'entreprise.

- c) Le soumissionnaire devra fournir la liste de ses **différents clients présents et passés** pour qui il a déjà **réalisés des prestations similaires** à celles exigées dans cette demande de cotations. Cette liste devra inclure la durée des contrats, les noms et contacts (adresse, numéro de téléphone et adresse email valide) d'au moins une référence pouvant être contacté au besoin et à la discrétion de OMCA-Togo en vue d'attester de la réalisation satisfaisante des prestations similaires ;
- d) La garantie des prestations telle qu'indiquée à l'Annexe 1.

NB : l'attributaire du marché devra fournir les documents administratifs (**La copie légalisée de la carte d'opérateur économique en cours de validité ; L'original du quitus fiscal datant de moins de trois (03) mois à la date limite de dépôt des offres, l'attestation de la CNSS**) dans les **sept jours ouvrables** suivant la notification de OMCA-Togo.

7. Votre offre devra respecter les conditions suivantes :

- a) tous les documents fournis doivent être en langue française pour ceux établis par le soumissionnaire, les fiches techniques et prospectus du fabricant peuvent être en anglais ;
- b) les prix seront hors TVA et toutes autres taxes et exprimés en Franc CFA suivant les instructions du Formulaire de Soumission ;
- c) votre offre devra rester valide pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à compter de la date limite de dépôt des offres indiquée au point 4 ci-dessus. Une offre avec un délai de validité de moins de quatre-vingt-dix (90) jours sera rejetée.

8. Calendrier de livraison : Les prestations devront être exécutées suivant le délai d'exécution indiqué dans le contrat et conformément aux dispositions des clauses particulières et prescriptions techniques, objet de l'Annexe 1 de la présente demande de cotation. **Les prestations seront réalisées à chaque fois que OMCA-Togo aura exprimé un besoin logistique (logements, salle de formation,etc...) au cours de ses activités aussi bien à Lomé qu'à l'intérieur du pays. Les prestations vont s'étendre sur une période d'une (1) année de base avec une année optionnelle (c'est-à-dire le renouvellement de la première année) après une évaluation positive des prestations. Elles vont démarrer immédiatement après la signature du contrat. Les besoins seront exprimés à travers un bon de commande.**

9. Lieu de réalisation des prestations : Les prestations vont se réaliser à Lomé, et à l'intérieur du pays à partir du siège de OMCA-Togo sis à :

OMCA – TOGO, 05 BP 587, après la Cour d'appel de Lomé,
non loin de l'agence CEET d'Agoè Cacavéli
contact@omcatogo.tg ; www.omcatogo.tg
Courriel : procurement@omcatogo.tg

10. Incoterms : Non applicable

11. Analyse des offres et attribution du Contrat : Les offres conformes pour l'essentiel au cahier de charges seront évaluées sur la base du **total des prix unitaires** de l'offre basée sur la demande de cotations (excluant la TVA et toutes les autres taxes en vigueur compte tenu de l'exonération dont bénéficie OMCA-Togo). OMCA-Togo attribuera le contrat au soumissionnaire éligible ayant l'expérience et les capacités techniques satisfaisantes pour l'exécution du marché et ayant proposé l'offre la moins-disante techniquement conforme.

NB : Il convient de préciser que cette attribution se fera par région ou par préfecture selon les cas. Le grand Lomé étant considéré à part les autres régions.

12. Si des négociations sont nécessaires, une notification d'attribution provisoire sera transmise au soumissionnaire proposé pour l'adjudication du marché avec les points de négociations. L'attribution sera définitive seulement si les deux parties parviennent à un accord. Le Prestataire devra confirmer avant l'attribution de son contrat, le délai de livraison tel qu'indiqué dans son offre.

13. Incohérences dans les Directives de passation des marchés du programme de la MCC : La passation de marché faisant l'objet de ce dossier de demande de cotations est conduite conformément aux Directives de passation des marchés du Programme de la MCC et est soumise à toutes ses dispositions. En cas de conflit entre toute section ou disposition du présent dossier de demande de cotations (y compris tout éventuel addendum audit dossier) et les Directives de passation des marchés du Programme de la MCC, les conditions et modalités des Directives de passation des marchés du Programme de la MCC font foi, à moins que la MCC n'ait accordé une dérogation à l'application de ces Directives.

14. Coûts associés à la préparation de l'offre : Chaque Soumissionnaire couvrira les coûts liés à la préparation et au dépôt de son offre. OMCA-Togo ne peut en outre être tenue responsable de ces coûts, indépendamment de la conduite ou des résultats du dépouillement des Offres.

15. Annulation du dossier de passation des marchés : OMCA-Togo peut, à tout moment, annuler la présente procédure de sélection avant l'attribution finale d'un contrat.

16. Contestation des Soumissionnaires : OMCA-Togo recevra et traitera toute contestation d'un soumissionnaire s'estimant lésé ou avoir eu un préjudice du fait d'un manquement de OMCA-Togo dans la conduite du processus de sélection. OMCA-Togo suivra les règles fixées dans le Système de contestation des soumissionnaires, disponible à l'adresse : <https://omcatogo.tg/systeme-de-recours/> tel que requis par les Directives de Passation des Marchés du Programme MCC ».

Toute contestation sera adressée à :

La Directrice Générale

OMCA – TOGO, 05 BP 587, après la Cour d'appel de Lomé,
non loin de l'agence CEET d'Agoè Cacavéli
contact@omcatogo.tg ; www.omcatogo.tg
Courriel : procurement@omcatogo.tg

Directeur Général

2- PIECES DE LA DEMANDE DE COTATIONS
ANNEXE 1
FORMULAIRES DE SOUMISSION

Lettre de soumission

Date :

Demande de cotations : Ref. TTP/2023/NCS/Shopping/014

**« SELECTION DES HOTELS SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE NATIONAL
POUR LES MISSIONS ET SEMINAIRES DANS LE CADRE DES PROJETS TIC ET
LRAP »**

A : Madame La Directrice Générale ;

OMCA – TOGO, 05 BP 587, après la Cour d'appel de Lomé,
non loin de l'agence CEET d'Agoè Cacavéli
contact@omcatogo.tg ; www.omcatogo.tg
Courriel : procurement@omcatogo.tg

Après avoir examiné les documents concernant la demande de cotations dont la réception est dûment reconnue, nous, soussignés, proposons les **XXXXXXXX** conformément à ladite demande de cotations pour la somme de [montant total de soumission en lettres et chiffres et hors taxes] ou toute autre somme qui peut être déterminée conformément à la Liste des prix ci-jointe et fait partie de la cotation.

Nous nous engageons, si notre cotation est acceptée, à livrer les marchandises conformément au calendrier de livraison spécifié dans la Liste des exigences.

Nous acceptons de respecter cette cotation pour la période de validité spécifiée dans la demande de cotations.

Nous comprenons que vous n'êtes pas obligés d'accepter la cotation la moins disante ni aucune cotation que vous pourriez recevoir.

Nous comprenons aussi que L'OMCA-Togo se réserve le droit d'annuler la présente demande de cotations à toute étape du processus, sans être tenu d'en apporter les justifications ; et qu'aucune contestation ne serait acceptable de notre part.

Date _____ jour _____ 2022

[Signature] *[Par ordre de]*

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire au sein de l'organisation : _____

Représentant dûment autorisé à signer cette soumission pour et au nom de : *[insérer nom et cachet de la société]*

Courriel : procurement@omcatogo.tg

BORDEREAU DE PRIX

Demande de cotations: Ref. TTP/2023/NCS/Shopping/014

« SELECTION DES HOTELS SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE NATIONAL POUR LES MISSIONS ET SEMINAIRES DANS LE CADRE DES PROJETS TIC ET LRAP »

Nous : [nom de la société du soumissionnaire], soumettons une offre relative à la

Location des chambres suivantes :

N°	Type de chambre	Unité	Prix Unitaire
1	Chambre standard un lit de deux places + télé + WC douche interne + Wifi	Jour	
2	Chambre standard un lit de deux places + télé + WC douche interne + eau chaude + Wifi	Jour	
3	Mini suite	Jour	
4	Suite standard	Jour	

Exigence minimum pour les chambres :

- Mobilier complet et fonctionnel (Lit double, matelas, chevets, table, chaise) ;
- Linge de maison en excellent état de propreté (Drap, oreillers, taies d'oreillers, couverture/couette) ;
- Eclairage de bonne qualité (éclairage mural + lampe de chevet) ;
- Air conditionné à température modulable ;
- Télévision + Télécommande ;
- Internet Wi-Fi ;
- Eau courante ;
- Salle de bains avec lavabo, douche avec eau chaude, toilettes ;

Location de salle de conférence

N°	Type de salle de conférence	Unité	Prix Unitaire
1	Salle de conférence d'une capacité de 15 personnes	Jour	
2	Salle de conférence d'une capacité de 20 personnes	Jour	
3	Salle de conférence d'une capacité de 25 personnes	Jour	
4	Salle de conférence d'une capacité de 30 personnes	Jour	
5	Salle de conférence d'une capacité de 35 personnes	Jour	
6	Salle de conférence d'une capacité de 40 personnes	Jour	
7	Salle de conférence d'une capacité de 45 personnes	Jour	

8	Salle de conférence d'une capacité de plus de 50 personnes (50 à 100 personnes)		
9	Salle de conférence d'une capacité de 101-150 personnes		
10	Salle de conférence d'une capacité de 151-200 personnes		
11	Salle de conférence d'une capacité de plus de 200 personnes		

Exigence minimum pour les salles de conférence :

- Salle avec des sièges ou chaises confortables, en bon état ;
- Salle avec sanitaires séparés homme-femme, propres et en bon état
- Sonorisation avec au moins 2 micros baladeurs ;
- Vidéo projecteur + écran de projection ;
- Rideaux et/ou voilages propres en bon état
- Wi-Fi (Haut débit) ;
- Parking sécurisé ;

Restauration séminaire

N°	Restauration	Prix Unitaire
1	Buffet pour 15 personnes	
2	Buffet pour 20 personnes	
3	Buffet pour 25 personnes	
4	Buffet pour 30 personnes	
5	Buffet pour 35 à 40 personnes	
6	Petit déjeuner complet	
7	Pause-café	
8	Déjeuner complet	
9	Dîner complet	
10	Cocktail dinatoire	

Les prix sont fermes et non révisables pendant la durée de l'exécution du contrat.

Arrêté le montant total du marché hors taxes, sans les prix des pièces de rechange, à la somme de.....(en lettres) (en chiffres) en hors taxes

Nous confirmons que :

1. Les coûts proposés sont **hors TVA et toutes autres taxes applicables** ;
2. La devise utilisée est **le Franc CFA** ;
3. "Jour" s'entend "Jour calendaire" et une semaine comprend **7 jours** ;
4. Nous signerons le bon de commande émis par OMCA-Togo dans un délai maximum **d'un jour à compter de sa réception** ;
5. Nos prix mentionnés ci-dessus comprennent tous les frais **nécessaires à l'exécution** du marché conformément aux spécifications techniques et autres exigences de cette Demande de cotation ;
6. Notre offre est valide pour **une période de 90 jours à compter de la date limite**

de dépôt des offres.

NB : La taxe touristique doit être inclus directement dans le prix proposé

Nom du signataire : _____
Fonction du signataire au
Sein de l'organisation : _____

Signature : _____

Date : _____

NB : La facture qui sera établie par le titulaire du marché doit être une facture normalisée. De plus les droits d'enregistrement et de timbre sont à charge du titulaire du marché. Vous trouverez également en annexe la lettre vous informant sur les informations que vos futures factures doivent comporter si vous êtes attributaire du marché.

Vous êtes invités à lire scrupuleusement et attentivement la lettre de l'annexe 1 avant de faire votre proposition de prix

BORDEREAU DES QUANTITES ET CALENDRIER DE LIVRAISON

Demande de cotations : Ref. **TTP/2023/NCS/Shopping/014**

**« SELECTION DES HOTELS SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE NATIONAL POUR
LES MISSIONS ET SEMINAIRES DANS LE CADRE DES PROJETS TIC ET LRAP »**

NON APPLICABLE

ANNEXE 2

TABLEAU DE COMPARAISON DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Demande de cotations : Ref. **TTP/2023/NCS/Shopping/014**

« SELECTION DES HOTELS SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE NATIONAL POUR LES MISSIONS ET SEMINAIRES DANS LE CADRE DES PROJETS TIC ET LRAP »

a- HEBERGEMENT

N°	DESIGNATION	Exigences minimum
1	Chambre standard un lit de deux places + télé + WC douche interne + Wifi	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilier complet et fonctionnel (Lit double, matelas, chevets, table, chaise) ; • Linge de maison en excellent état de propreté (Drap, oreillers, taies d'oreillers, couverture/couette) ; • Eclairage de bonne qualité (éclairage mural + lampe de chevet) ; • Air conditionné à température modulable ; • Télévision + Télécommande ; • Internet Wi-Fi ; • Eau courante ; • Salle de bains avec lavabo, douche avec eau chaude, toilettes ;
2	Chambre standard un lit de deux places + télé + WC douche interne + eau chaude + Wifi	
3	Mini suite	
4	Suite standard	

b- LOCATION DE SALLE DE CONFERENCE

N°	CAPACITE	Exigences minimum
1	Salle de conférence d'une capacité de 15 personnes	<ul style="list-style-type: none"> • Salle avec des sièges ou chaises confortables, en bon état ; • Salle avec sanitaires séparés homme-femme, propres et en bon état • Sonorisation avec au moins 2 micros baladeurs ; • Vidéo projecteur + écran de projection ; • Rideaux et/ou voilages propres en bon état • Wi-Fi (Haut débit) ; • Parking sécurisé ; <p>NB : Ces trois types de salle de conférence doivent avoir les exigences minimums ci-dessus énumérées.</p>
2	Salle de conférence d'une capacité de 20 personnes	
3	Salle de conférence d'une capacité de 25 personnes	
4	Salle de conférence d'une capacité de 30 personnes	
5	Salle de conférence d'une capacité de 35 personnes	
6	Salle de conférence d'une capacité de 40 personnes	
7	Salle de conférence d'une capacité de 45 personnes	
8	Salle de conférence d'une capacité de plus de 50 personnes (50 à 100 personnes)	
9	Salle de conférence d'une capacité de 101-150 personnes	
10	Salle de conférence d'une capacité	

	de 151-200 personnes	
11	Salle de conférence d'une capacité de plus de 200 personnes	

c- RESTAURATION

N°	DESIGNATION	Exigences minimum
1	Pause-café Matin	<i>Viennoiserie, boissons chaude (Thé, café, lait), jus de fruits naturel, eau minérale (a détaillé)</i>
2	Pause-café Après-midi	<i>Viennoiserie, boissons chaude (Thé, infusion, café, lait), jus de fruits naturel, eau minérale, crêpes, beignets (</i>
3	Déjeuner	<i>Salade froide ou légumes chauds ; Poisson, viande, volaille avec pour accompagnement Riz, bananes plantain, frites, ablo, akpa, pâte de maïs ou de sorgho avec les sauces du terroir et autres propositions de menu du terroir à faire, eau minérale, boissons non alcoolisées</i>
4	Cocktail dinatoire	<i>Canapés froids/chauds, brochettes de viande/ poisson, beignets de banane, de haricot, autres propositions de menus du terroir à faire, etc..., jus de fruits naturel, eau minérale</i>
5	Buffet	<i>Entrée froide/chaude-Plat poisson-Plat viande- boulette de viande, divers accompagnements-Buffer dessert- Eau minérale, autres propositions de menus du terroir à faire, boissons non alcoolisées ; etc...</i>

N.B. : Le service peut être sollicité pour un endroit désigné par l'OMCA-Togo ou dans ses propres installations et il faudra prévoir des tables correctement dressées avec des chaises en bon état et confortables.

Un contrat cadre sera signé avec un prestataire dans chaque région du pays et deux ou trois avec les établissements hôteliers à Lomé

OMCA-Togo effectuera le paiement en totalité à l'achèvement de l'évènement selon les délais et les conditions de paiement à 30 jours dès réception de la facture. Pour cela ils doivent fournir pour le premier paiement un relevé d'identité bancaire (RIB), un bank vendor soigneusement rempli et signé qui serviront pour le virement bancaire. **OMCA-Togo ne fera pas de paiements à l'avance ou ne donnera pas d'avance.**

Les Soumissionnaires devront répondre aux critères minimums suivants :

- Être spécialisé dans le domaine concerné ;
- Être enregistré auprès des autorités compétentes (autorité fiscale et sociale au minimum);
- Avoir l'autorisation d'exercer (autorisation du ministère de tutelle) au Togo;
- Disposer d'une expérience prouvée d'au moins 2 ans dans le domaine;
- Disposer d'une capacité financière suffisante pour préfinancer les activités conformément aux conditions générales de l'OMCA-Togo (paiement après la livraison)

ANNEXE 3

FORMULAIRE DE CERTIFICATION D'ENTREPRISE PUBLIQUE

Les Entreprises publiques ne sont pas admissibles pour obtenir des marchés financés par le MCC. Par conséquent, les Entreprises publiques (i) ne peuvent pas être des parties à un quelconque contrat financé par le MCC pour la fourniture de biens, de travaux ou de services par le biais d'un processus concurrentiel d'adjudication, d'un appel d'offres limité, d'un contrat de gré à gré ou de sélection d'une source unique ; et (ii) ne peuvent pas être pré-qualifiées ou présélectionnées pour un quelconque contrat financé par le MCC et devant être octroyé par l'une de ces méthodes.

Cette interdiction ne s'applique pas aux Travaux en régie effectués par des entités appartenant au gouvernement du pays du Maître de l'ouvrage ou aux établissements d'enseignement et centres de recherches du secteur public ainsi qu'aux entités statistiques ou cartographiques, ou aux autres entités techniques, du secteur public qui n'ont pas été formées principalement dans un but commercial, ou pour lesquels une exception est accordée par le MCC conformément à la Partie 7 des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC. Vous pouvez consulter l'intégralité de cette politique sur la page des Directives relatives à la passation des marchés du Compact sur le site Internet du MCC (www.mcc.gov). Dans le cadre de la vérification de l'admissibilité pour ce marché, veuillez remplir le formulaire ci-dessous afin d'indiquer le statut de votre entité.

Aux fins de ce formulaire, le terme « Gouvernement » désigne un ou plusieurs gouvernements, y compris toute agence, administration, subdivision ou autre service de l'État à un niveau quelconque dans un pays ou une région.

CERTIFICATION

Dénomination sociale du Soumissionnaire :

Dénomination sociale du Soumissionnaire dans la langue et l'écriture du Pays de constitution (si elle est différente de ce qui est indiqué ci-dessus) :

Adresse du siège social ou de l'établissement principal du Soumissionnaire :

Nom complet de trois (3) dirigeants du Soumissionnaire (pour tout Soumissionnaire qui est une entité) :

Dénomination sociale de l'entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant ; indiquez si le Soumissionnaire n'a pas d'entité-mère) :

Dénomination sociale de l'entité-mère ou des entités-mères dans la langue et l'écriture du Pays de constitution (si elle est différente de ce qui est indiqué ci-dessus) :

Adresse(s) du siège social ou de l'établissement principal de l'entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant) :

1) Un État détient-il une majorité ou une participation de contrôle (que ce soit sur la base de la valeur ou des droits de vote) dans votre capital ou une autre participation lui procurant des droits de propriété (que ce soit directement ou indirectement, et que ce soit par le biais de fiduciaires, d'agents ou d'autres moyens) ?

Oui Non

2) Si votre réponse à la question 1 était oui, quel type d'entité contrôlé par le gouvernement êtes-vous :

a. Établissement d'enseignement Oui Non

b. Centre de recherche Ou Non

c. Entité statistique Oui Non

d. Entité cartographique Oui Non

e. Autre entité technique n'étant pas constituée essentiellement à des fins commerciales Oui Non

3) Quelle que soit votre réponse à la question 1, veuillez répondre à la question suivante :

a. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit à titre de subvention) ou toute autre forme d'assistance (financière ou autre) d'un gouvernement ?

Oui Non

Si oui, décrivez :

b. Un gouvernement vous a-t-il accordé des droits ou privilèges juridiques ou économiques spéciaux ou exclusifs pouvant affecter la compétitivité de vos biens, travaux ou services, ou influencer par ailleurs vos décisions commerciales ? Oui Non

Si oui, décrivez :

c. Un gouvernement peut-il imposer ou ordonner l'une des actions suivantes à votre égard :

- i. Toute réorganisation, fusion ou dissolution de votre entité, ou la formation ou l'acquisition de toute filiale ou autre affiliée par votre entité ? Oui Non
- ii. la vente, la location, l'hypothèque, le nantissement ou la cession par ailleurs de vos principaux actifs, tangibles ou intangibles, que ce soit ou non dans le cadre habituel des affaires ? Oui Non
- iii. L'interruption, la réinstallation ou l'altération substantielle de la production, de l'exploitation ou d'autres activités importantes de vos affaires ? Oui Non
- iv. Votre exécution, résiliation ou non-exécution de contrats importants ?
Oui Non
- v. La nomination ou le congédiement de vos managers, directeurs, cadres supérieurs ou autres dirigeants, ou la participation par ailleurs à la direction ou au contrôle de vos affaires ? Oui Non

4) Avez-vous jamais appartenu à l'État ou été contrôlé par l'État ? Oui Non

5) Si votre réponse à la question 4 était oui, veuillez répondre aux questions suivantes :

a. Pendant combien de temps avez-vous appartenu à l'État ?

b. Quand votre entité a-t-elle été privatisée ?

c. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit à titre de subvention) ou toute autre forme d'assistance (financière ou autre) d'un gouvernement ?

Oui Non

Si oui, décrivez :

d. Même s'il ne détient pas la majorité du capital de votre entité ou ne la contrôle pas, un gouvernement continue-t-il à détenir une participation ou un pouvoir de prise de décisions dans votre entité ou dans vos affaires ?

Oui Non

Si oui, décrivez :

e. Payez-vous de l'argent à un État en dehors d'impôts ou de taxes dans le cadre ordinaire de vos affaires à des niveaux et pourcentages équivalents à d'autres entreprises n'appartenant pas à l'État dans votre pays qui sont engagées dans le même secteur d'activité ? Oui Non

Si oui, décrivez :

Les participants doivent noter les points suivants :

1. Avant d'annoncer le nom du consultant ou du soumissionnaire gagnant, ou toute liste de Soumissionnaires pré-qualifiés ou présélectionnés pour ce marché, l'entité MCA discutera de l'admissibilité de ce(s) consultant(s) ou de ce(s) Soumissionnaire(s) avec le MCC. Le MCC entretiendra une base de données (en interne, par le biais de services d'abonnement ou des deux façons) des Entreprises publiques connues, et chaque soumissionnaire ou consultant gagnant ou pré-qualifié/présélectionné concerné par la présente disposition sera comparé à la base de données et fera l'objet de recherches complémentaires selon ce que le MCC pourra juger nécessaire au vu des circonstances.
2. Toute déclaration inexacte par une entité soumettant une Offre pour ce marché pourra être considérée comme une « pratique frauduleuse » aux fins des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme du MCC et de toutes autres politiques ou directives applicables du MCC, y compris la Politique du MCC sur la prévention, la détection et l'élimination des fraudes et de la corruption dans les activités du MCC.
3. Toute entité qui aura été jugée par le MCC comme s'étant constituée toute seule, comme ayant sous-traité une partie quelconque de son contrat financé par le MCC ou comme s'étant associée par ailleurs avec une autre entité dans le but, ou en ayant l'effet potentiel ou réel, d'éviter ou de contourner par ailleurs les dispositions des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme du MCC pourra être considérée par ailleurs comme une Entreprise publique à toutes fins utiles en liaison avec ces Directives.
4. Toute accusation digne de foi selon laquelle une entité soumettant une Offre en réponse à cet appel d'offres serait une Entreprise publique n'étant pas autorisée à soumettre une offre conformément aux Directives relatives à la Passation des marchés du Programme du MCC fera l'objet d'un examen dans le cadre de la procédure de contestation des Soumissionnaires conformément à ces Directives et portée à l'attention de l'instance de recours pour la contestation des Soumissionnaires de l'Entité MCA.

Je certifie par les présentes que les informations fournies ci-dessus sont exactes et correctes à tous égards, et je comprends que toute fausse déclaration, déclaration erronée substantielle ou non-communication d'informations demandées dans le présent certificat pourra être considérée comme une « pratique frauduleuse » aux fins des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme du MCC et d'autres politiques ou directives applicables du MCC, y compris la Politique du MCC sur la prévention, la détection et l'élimination des fraudes et de la corruption dans les activités du MCC.

Mane

Signature autorisée : _____ Date : _____

Nom du signataire (en caractères d'imprimerie) :

Note : Tout soumissionnaire quel que soit son statut doit fournir ce document renseigné et signé. Son absence dans le dossier est éliminatoire.

ANNEXE 4

MODELE DE CONTRAT CADRE POUR LA SELECTION DES HOTELS

REPUBLIQUE DU TOGO

MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT-TOGO

ENTRE :

L'Organisme de mise en œuvre du Millennium Challenge Account-Togo (OMCA-TOGO), sis à la rue du désarmement, face à la LONATO, 05 BP 587, Quartier Agbalépédogan, Lomé – Togo ; Courriel : procurement@omcatogo.tg, représenté par le Directeur Général, N'gname Jeanne BOUGONOU ci-après dénommé (« **OMCA-TOGO** »)

d'une part,

ET

La société, sise, BPLomé-Togo, Tél : +228, Courriel :, représenté par son Directeur Général, M. (ci-après désigné comme « **Prestataire** »),

d'autre part,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1^{er} : Objet du contrat

Par le présent contrat OMCA-Togo confie au prestataire les services d'hébergement et de restauration lors des missions du personnel de OMCA-Togo ainsi que lors de l'organisation des séminaires et ateliers à (*préciser la ville*). Les types de services retenus sont résumés dans un tableau joint en annexe.

Article 2 : Pièces constitutives

Les pièces contractuelles sont les suivantes ; étant précisé qu'en cas de contradiction, elles prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées :

1. Le présent Formulaire de Contrat ;
2. L'offre du soumissionnaire et ses annexes ;
3. Les Termes de références ;
4. Les bons de commandes ;
5. L'Annexe n° 1 : Bordereau de prix unitaires

Nonobstant toute stipulation contraire, le Contractant reconnaît que la signature du Contrat emporte renonciation des Parties à tout autre accord et notamment toutes ses conditions de vente et vaut acceptation des présentes conditions.

Article 3 : Obligations du prestataire

Le prestataire assurera les services désignés à l'Article 1er

Le prestataire retenu devrait fournir le plus haut niveau de qualité de service à l'OMCA-Togo mais aussi traiter les demandes de l'OMCA-Togo en priorité. Ils doivent prendre des mesures correctives immédiates contre toute plainte concernant les normes de service. Les prestataires surveilleront la qualité des services fournis au Client sur une base régulière et continue. OMCA-Togo a le droit de refuser tout service non conforme aux normes de qualité requises dans le présent appel d'offres et proposées par les prestataires de services.

Article 4 : Condition de prix

Les prix unitaires applicables aux commandes passées dans le cadre du Contrat figurent sur le Bordereau de prix en **Annexe 2** Les prix sont stipulés hors taxes et sont fermes et non révisables durant la durée du contrat.

Le prestataire sera payé à 100% dans les 30 jours au plus tard après la réalisation de sa prestation sur présentation d'une facture validée par OMCA-Togo et conformément aux informations mentionnées à **l'annexe 5 (lettre aux prestataires)**. OMCA-Togo ne fera pas de paiements à l'avance ou ne donnera pas d'avance.

Article 5 : Durée du contrat

Le présent contrat prend effet à partir de la date de signature du Directeur Général de OMCA-Togo.

Il est établi pour une durée d'une (1) année (année de base). Il est renouvelable après une évaluation positive des prestations de l'année de base.

Article 6 : BONS DE COMMANDE

Chaque demande de service sera matérialisée par l'émission d'un bon de commande spécifique par l'OMCA-Togo, sous forme de courrier définissant :

- ✓ Les références des services ;
- ✓ La date du début et de la fin de la mission ;
- ✓ Le détail chiffré de la commande établie sur la base des prix unitaires ;
- ✓ Le montant global HT de la commande.

Seuls les bons de commande signés par un représentant dûment habilité de l'OMCA-TOGO pourront être honorés par le Contractant. Le Contractant devra accuser réception du bon de commande dans les (48) quarante-huit heures, par courrier ordinaire ou courrier électronique (e-mail) à l'OMCA-Togo.

Article 7 : Cession et sous-traitance

Le Contractant ne pourra céder ou sous-traiter à un tiers tout ou partie des droits qui lui sont conférés ou des obligations mises à sa charge par le présent Contrat, sans autorisation écrite préalable de l'OMCA-Togo.

Le Contractant sera responsable vis-à-vis de l'OMCA-Togo en toutes circonstances de l'exécution du Contrat, même en cas d'agrément écrit d'un sous-traitant par l'OMCA-Togo. Le Prestataire garantit l'OMCA-Togo contre les conséquences pouvant résulter de la sous-traitance, de sorte que l'OMCA-Togo ne puisse être inquiété ou recherché, à quelque titre que ce soit.

Article 8 : Résiliation

La résiliation pourra être demandée par les deux parties par courrier recommandé avec accusé de réception et tenant lieu de mise en demeure dans un délai de 30 jours avant la résiliation.

Tout manquement de l'une ou l'autre des parties aux obligations qu'elle a en charge, aux termes des articles, ci-dessus, entraînera, la résiliation de plein droit au présent contrat, trente jours après mise en demeure exécutée par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

Article 9 : Différends

Les litiges, différends ou contestations relatifs à l'exécution et à l'interprétation du présent contrat seront, à défaut d'un règlement amiable préalablement recherché, soumis à la juridiction du tribunal compétent de Lomé.

Article 10 : Entrée en vigueur

Le présent contrat entrera en vigueur après sa signature par le Directeur Général de OMCA-Togo. EN FOI DE QUOI, les parties après avoir lu et accepté le présent contrat, l'ont signé en quatre (4) exemplaire original, les jours, mois et an indiqués ci-dessous.

Pour le prestataire
Directeur Général
Lomé, le _____

Pour l'OMCA-TOGO
Directeur Général
Lomé, le _____

.....

N'gname Jeanne BOUGONOU

Annexe 5 : Lettre à l'intention des prestataires de OMCA-Togo

N° 0547/2022/ PR /OMCA-Togo/ DG/LRAP

Lomé, le 31 janvier 2023

Le Directeur Général

Aux

Fournisseurs et prestataires
de l' OMCA-Togo

LOME

Objet : Information

Mesdames, Messieurs les Directeurs,

Dans le cadre de la réorganisation de nos services en vue de permettre une meilleure collaboration entre l'OMCA-Togo et votre structure, je voudrais porter à votre connaissance qu'à compter du 1^{er} février 2023 les dispositions suivantes seront observées :

Toute facture adressée à OMCA-Togo doit être normalisée avec une vignette et les mentions suivantes doivent y être inscrites :

- Le nom du fournisseur, adresse (physique et postale) et numéro de téléphone ;
- Numéro statistique et/ou NIF du Fournisseur ; NB : le NIF concerne uniquement les Fournisseurs établis au Togo ;
- Les références du marché ou du bon de commande ;
- Le montant hors taxes (HT) ;
- Le montant net à payer (HT moins la retenue sur prestation de services (RSPS)) ;
- La TVA (qui doit se calculer sur le montant HT et non sur le montant après retenue) ;
- Le montant TTC ;
- La monnaie de la facture (FCFA, USD, ...) ;

- Description exacte avec références et quantités des biens livrés, des travaux réalisés, ou des services prestés ;
- La retenue à la source des sommes versées en rémunération de prestations de service des professions non commerciales titulaires de revenus tels que définis à l'article 35 du CGI :
 - ✓ 5% pour les prestataires ayant un NIF (Numéro d'Identification Fiscale) ;
 - ✓ 10% pour les prestataires n'ayant pas de NIF.

Les factures devront être accompagnées des éléments ci-après :

- Une copie du contrat ou du bon de commande (Si le contrat est trop volumineux, le Fournisseur pourra se contenter de joindre la page de couverture, faisant mention des références exactes et complètes dudit contrat, la page sur les modalités de paiements ainsi que la page portant le timbre attestant de son enregistrement par l'Administration compétente) ;
- Un bordereau de livraison ou un PV de réception valide ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) correspondant à celui du contrat ou du bon de commande ;
- Les nouveaux fournisseurs ou prestataires sont tenus de remplir la fiche appelée 'VENDOR REQUEST FORM' disponible à l'OMCA-Togo.

Par ailleurs, je tiens à vous rappeler que l'OMCA-Togo dispose de 30 jours pour payer toute facture conforme qui lui est soumise. Cependant, le non-respect des présentes dispositions peut allonger ce délai de paiement de la facture.

Tout en comptant sur votre professionnalisme à respecter ces dispositions, je vous prie de recevoir, Mesdames Messieurs les Directeurs, mes salutations distinguées.


N'gname Jeanne BOUGONOU



